

**MARCHE N°2025CYCPU0F02**

**FOURNITURE D'AZOTE LIQUIDE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

Pouvoir Adjudicateur :

CY Cergy Paris Université

33 boulevard du Port

95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'université,

Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable,

Madame Carole DOTI

## Table des matières

---

PRÉAMBULE.....	4
Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 - Lieux d'exécution .....	4
1.3 - Durée du marché.....	4
1.4 - Forme et nature du marché .....	4
1.5 - Allotissement – Décomposition de la consultation.....	4
1.6 - Sous-traitance .....	5
1.7 - Assurances.....	5
1.8 - Unité monétaire .....	5
Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	5
Article 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS.....	6
3.1 - Descriptions techniques des produits .....	6
3.2 - Réservoir.....	6
3.2.1 - Caractéristiques.....	6
3.2.2 - Responsabilités et incidents.....	6
3.3 - Livraison .....	6
3.4 - Obligation de résultat.....	7
3.5 - Constatation de l'exécution des prestations.....	7
Article 4 - PRIX ET RÈGLEMENT DES FACTURES.....	7
4.1 - Mode de règlement du marché et modalités de financement .....	7
4.2 - Bons de commande.....	8
4.3 - Contenu des prix .....	8
4.4 - Révision des prix.....	8
4.4.1 - Formule de révision des prix .....	8
4.4.2 - Modalités de révision des prix .....	9
4.4.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels.....	10
Article 5 - CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT .....	10
5.1 - Avance .....	10
5.2 - Mode de règlement du marché public et modalités de financement .....	10
5.3 - Etablissement des factures .....	10
5.4 - Délai global de paiement et intérêts moratoires .....	12
5.5 - Retenue de garantie .....	12
Article 6 - PÉNALITÉS .....	12
Article 7 - CONFIDENTIALITE.....	12
Article 8 - RÉSILIATION .....	13

8.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre .....	13
8.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre .....	13
8.3 - Résiliation pour mauvaise exécution .....	13
8.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
Article 9 - LITIGES ET JURIDICATION COMPÉTENTE .....	14
Article 10 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....	14

## PRÉAMBULE

---

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;

Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

## Article 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

### 1.1 - Objet du marché

---

Le présent marché a pour objet la fourniture d'azote liquide à destination des laboratoires du site de Neuville-sur-Oise de CY Cergy Paris Université.

L'azote liquide est utilisé par plusieurs laboratoires et plusieurs départements de Neuville.

### 1.2 - Lieux d'exécution

---

La cuve destinée à recevoir l'azote est située au 101 rue d'Eragny Neuville-sur-Oise 95031 Cergy Pontoise Cedex. Les livraisons auront exclusivement lieu à cet emplacement.

L'espace accueillant la cuve mesure 230x340 cm et est délimitée par une grille fermée à clé.

### 1.3 - Durée du marché

---

Le présent marché est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de sa date de notification.

Le marché est ensuite renouvelable chaque année, par reconduction tacite, pour une période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

L'attention est donnée au titulaire que l'Université est déjà en contrat pour son approvisionnement d'azote liquide. Le titulaire du marché ne débutera donc son approvisionnement qu'à compter de l'installation effective de sa cuve.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins (2) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

### 1.4 - Forme et nature du marché

---

Le présent marché est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximal annuel de l'accord-cadre est de 25 000 € HT, conformément à l'article R2162-4-1.

Le montant estimatif annuel de l'accord-cadre est de 12 500 € HT. Cette estimation n'engage pas l'Université sur un volume de commande.

L'accord-cadre ne comprend pas de montant minimal.

Le présent accord-cadre est un marché public conclu à prix unitaires.

Le présent contrat est un marché public de fournitures au sens des articles L.1111-3 et L.1111-5 du Code.

### 1.5 - Allotissement – Décomposition de la consultation

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### 1.6 - Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du Code, la sous-traitance n'est pas autorisée à l'exception des prestations de transport, montage et démontage.

### 1.7 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### 1.8 - Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur choisit l'euro comme monnaie de compte.

## **Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS) :

- L'acte d'attribution valant engagement (AE) et son annexe financière (le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe le protocole de sécurité ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Toute clause portée dans le catalogue, tarif ou document quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

## **Article 3 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS**

---

### **3.1 - Descriptions techniques des produits**

---

Le titulaire doit fournir de l'azote liquide de qualité 4.5 pour une quantité annuelle estimée entre 20 000 et 30 000 litres.

### **3.2 - Réservoir**

---

#### **3.2.1 - Caractéristiques**

L'Université souhaite louer une nouvelle cuve fixe de 3 000 litres avec une canne de soutirage.

Cette cuve doit être installée sur l'emplacement de l'ancienne. Cet espace de 230x340cm est délimité par une grille fermée à clé.

Le titulaire doit changer le réservoir de stockage fixe sans impliquer de travaux supplémentaires (maintien des dalles d'origines). Il doit être en mesure de proposer un réservoir de stockage fixe similaire ou équivalent à celui d'origine.

L'installation de la cuve aura lieu dans un délai maximal de 2 mois après la notification du marché. Lors du changement de réservoir fixe, le titulaire s'engage à préserver une continuité de service dans la fourniture d'azote.

A l'issue de la mise en service, le titulaire remet à l'Université l'ensemble des documents de conformité.

En aucun cas la location de la cuve comportera une durée minimale.

La nouvelle cuve pourra être avec ou sans télémétrie (variante).

#### **3.2.2 - Responsabilités et incidents**

Les réservoirs propriété du titulaire sont contrôlés suivant la réglementation en vigueur et entretenus par des actions de maintenance et de contrôles réglementaires effectués par ce dernier et sont sous sa responsabilité pour tout dommage survenu du fait de l'utilisation normale des réservoirs ou survenu lors des remplissages.

Un support technique d'urgence doit être mis en place par le titulaire pour pallier les incidents (y compris les catastrophes naturelles et les attentats) impliquant le réservoir. Ce support implique la nécessité pour le titulaire d'intervenir dans un délai de 4 heures au maximum et tous les jours de la semaine.

Les réparations ou le remplacement de la cuve découlant de l'incident devront avoir lieu dans un délai maximum de 72 heures ouvrés à compter du constat de l'incident. Entretemps, le titulaire assure la continuité de l'approvisionnement par tout moyen.

### **3.3 - Livraison**

---

Le titulaire doit assurer environ une livraison par mois.

Il doit prendre en compte les contraintes d'accès en proposant pour la livraison de la cuve un véhicule adapté. Le titulaire ne peut pas arguer d'ignorance à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix.

L'approvisionnement en azote liquide devra être assurée par des véhicules moyens ou petits porteurs.

La livraison est réalisée par du personnel formé à l'Accord Européen relatif au transport international des marchandises dangereuses ADR (classe 2). L'éventuel sous-traitant doit disposer de la même habilitation.

Le personnel affecté et les personnes assurant les livraisons, y compris les sous-traitants doivent porter des EPI (Equipements de Protection Individuelle) adéquates et une tenue adaptée permettant leur identification.

Les horaires de livraison sont du lundi au vendredi entre 8H30 et 17H00.

En cas de réservoir :

- Avec télémétrie, la livraison en azote liquide du réservoir doit intervenir dans un délai de 48h (jours ouvrés) après l'émission du signal d'avertissement du seuil défini avec l'unité 30%.
- Sans service de télémétrie (à la demande), la livraison est réalisée dans les 48 heures ouvrées après la demande de l'Université.

Des livraisons exceptionnelles pourront avoir lieu en dehors des plages horaires en cas de demande urgente. Le bon de commande adressé au titulaire précisera la plage de livraison. Dans cette hypothèse, l'Université respectera un préavis de 24 heures ouvrées.

Pour la livraison de la cuve et de l'azote, le titulaire s'engage à respecter le protocole annexé au présent CCP.

### 3.4 - Obligation de résultat

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations conformément aux exigences stipulées dans le marché par le pouvoir adjudicateur et à ne pas mettre en péril l'approvisionnement. La livraison de l'azote liquide dans les quantités demandées et dans la cuve destinée à cet effet constitue une obligation de résultat.

### 3.5 - Constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérifications sont effectuées, lors de la réception des prestations, dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG/FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre les prestations définies au marché, celles portées sur le bon de commande ainsi que celles effectivement exécutées.

L'admission des prestations est validée par l'attestation de service fait.

## Article 4 - PRIX ET RÈGLEMENT DES FACTURES

### 4.1 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de CY Cergy Paris Université et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par CY de la facture établie par le titulaire.

## 4.2 - Bons de commande

---

Les commandes seront faites par les services de l'Université au fur et à mesure de leurs besoins, sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commandes porteront les indications suivantes :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC) ;
- le nom de la personne à contacter.

Les bons de commande, signés obligatoirement par la personne habilitée, sont envoyés par mail, courrier ou par fax.

Durée d'émission des bons de commande : Conformément à l'article R.2162-5 du Code, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Durée d'exécution des bons de commande : Conformément à l'article R.2162-5 du Code, les bons de commande pourront s'exécuter jusqu'à 3 mois après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## 4.3 - Contenu des prix

---

Les prix comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, notamment les frais afférents à l'exécution des prestations demandées, les frais de gestion ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ils sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution (normes, règles de sécurité, fournitures, montage sur site, taxe, ...) qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations.

## 4.4 - Révision des prix

---

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

### 4.4.1 - Formule de révision des prix

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

#### *a) Azote liquide*

Les prix de fourniture de l'azote liquide seront révisés à chaque reconduction du marché par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} (0,35 M_n/M_{n-1} + 0,4 EBIQ_n/EBIQ_{n-1} + 0,25 CNL_n/CNL_{n-1})$$

dans laquelle :

$P_n$  = Nouveau prix applicable après révision ;

$P_{n-1}$  = Prix appliqué depuis la dernière révision ;

$M_n$  = Dernière valeur de l'indice du coût du travail révisé tous salariés (ICHTrev-TS) des Industries Mécaniques et Electriques connue à la date de la révision de prix ;

$M_{n-1}$  = Dernière valeur de cet indice lors de la révision de prix précédente ;



EBIQn = Dernière valeur de l'indice des Prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et biens d'équipements (Identifiant 010764358) connue à la date de la révision de prix ;

EBIQn-1 = Valeur de cet indice lors de la révision de prix précédente ;

CNLn = Dernière valeur de l'indice moyen d'évolution du coût d'exploitation des véhicules industriels (CNL) pour l'Activité Route avec Chauffeur et sans Carburant connue à la date de la révision de prix ;

CNLn-1= Dernière valeur de cet indice lors de la révision de prix précédente ;

Pendant le déroulement d'une période du marché, si la fluctuation des indices de révision conduit à une modification des prix de plus de 20% par rapport aux prix en cours, le titulaire aura la possibilité d'adresser une demande de révision des prix en adressant à l'Université une demande au moins 1 mois avant l'application des prix.

Cette révision a pour objectif de palier aux fluctuations importantes du prix de l'azote liquide.

La formule de révision appliquée est identique à la révision des prix classique annuelle.

#### *b) Location de la cuve*

Les prix de la location de la cuve seront révisés à chaque reconduction du marché par application de l'indice ICHTrev-TS - Coût du travail « Industries mécaniques et électriques » et de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (I1 / I0)$$

où :

P1 : nouveau prix,

P0 : prix initial,

I1 : valeur de l'ICHTrev-TS pour les industries mécaniques et électriques au moment de la révision

I0 : valeur de l'ICHTrev-TS pour les industries mécaniques et électriques à la date de signature du contrat.

#### **4.4.2 - Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisés de façon annuelle.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique à l'adresse [marche@ml.u-cergy.fr](mailto:marche@ml.u-cergy.fr) avec accusé de réception le nouveau BPU avec un préavis de 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 1 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

#### 4.4.3 - Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels

##### Clause de sauvegarde :

L'établissement pourrait décider la résiliation sans indemnité de la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix, excède les 20 % par rapport aux prix définis durant la période précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

CY Cergy Paris Université dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs, pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

## **Article 5 - CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT**

---

### 5.1 - Avance

---

Les conditions ne sont pas remplies pour le versement d'une avance.

### 5.2 - Mode de règlement du marché public et modalités de financement

---

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

### 5.3 - Etablissement des factures

---

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;

- Le numéro du marché public ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Le SIRET de l'université ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

#### **1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :**

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

#### **2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :**

<https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

**Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS**

**PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.**

#### 5.4 - Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

#### 5.5 - Retenue de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

### Article 6 - PÉNALITÉS

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Les motifs de pénalités sont les suivants :

Article	Motif	Montant
3.3	Constat de retard sur le délai contractuel de livraison de l'azote	10% du montant du bon de commande par tranche de 3 jours calendaires de retard
3.2	Constat de retard sur le délai contractuel d'installation de la nouvelle cuve	100 € par jour ouvré de retard
3.3	Constat d'absence de port des tenus et équipements de protection individuelle	50 € par constat de manquement
3.3	Manquement aux obligations du protocole de livraison	100 € par constat de manquement

Passé un délai de 3 jours calendaires de retard et d'impossibilité pour le titulaire de maintenir les livraisons classiques, il devra assurer la continuité de l'approvisionnement en dewar.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'assumer la continuité de l'approvisionnement et conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'Université procédera à l'exécution des prestations par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

### Article 7 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-

cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

CY Cergy Paris Université pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

## **Article 8 - RÉSILIATION**

---

### **8.1 - Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre**

---

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 39 du CCAG-FCS).

### **8.2 - Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre**

---

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 40 du CCAG-FCS).

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

### **8.3 - Résiliation pour mauvaise exécution**

---

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents du marché.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, cette résiliation pourra intervenir sans mise en demeure préalable assorti d'un délai d'exécution.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

### **8.4 - Résiliation pour motif d'intérêt général**

---

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier express adressé au titulaire avec avis de réception.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché

#### **Article 9 - LITIGES ET JURIDICATION COMPÉTENTE**

---

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

##### **Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise**

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 Cergy-Pontoise

Tel : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

#### **Article 10 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Il est fait dérogations aux articles suivants :

L'article 1.7 du présent CCP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS.

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 8.3 du présent CCP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'article 8.4 du présent CCP déroge aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS.